

Métier : Zéro pointé au contrôle médical

- [Reconversions disciplinaires : Comment l'Education nationale "recycle" ses profs](#)
- [L'Europe revalorise ses enseignants pour rendre le métier attractif](#)
- [Tour du monde de l'évolution du métier...](#)

Depuis combien de temps avez vous vu le médecin du travail ? Si vous êtes enseignant, vous ne l'avez probablement pas vu depuis votre visite médicale d'embauche, il y a... longtemps. Et ce n'est pas un hasard. Pour suivre un million d'employés, le ministère de l'éducation nationale ne compte que 68 médecins (ETP), soit un pour 15 360 adultes. Une situation qui n'existe pas par hasard. Quelles conséquences pour les enseignants et les non enseignants ? Le ministère fait-il le nécessaire pour que ça change ?



En voyage en Guyane les 16 et 17 octobre, N Vallaud-Belkacem a intérêt à ne pas oublier sa pharmacie. Dans cette académie, l'éducation nationale ne dispose d'aucun médecin de prévention en charge de suivre le personnel. C'est le cas dans 4 autres académies de métropole : Besançon, Reims, Limoges et Orléans-Tours. La situation n'est guère meilleure en Guadeloupe et en Martinique qui ne disposent que d'un seul médecin de prévention. Mais dans toutes les académies les enseignants ont pris l'habitude de ne jamais voir la médecine du travail et de faire face seuls aux risques.

Est-ce grave, docteur ? A quoi peut bien servir un médecin de prévention ? Une série de textes, souvent anciens, impose une surveillance médicale des agents et une visite au moins tous les 5 ans. Le médecin de prévention doit aussi visiter un salarié à sa demande ou à celle de l'administration. Il est là aussi pour assurer la surveillance médicale des personnels exposés à des risques. Une situation qui est plus fréquente qu'on ne le croit à l'éducation nationale.

Dans une synthèse sur la médecine de prévention à l'éducation nationale réalisée en 2014, le Docteur Garcin rappelle que la responsabilité pénale de l'employeur est engagée si le suivi des personnels est insuffisant en ce qui concerne l'exposition à l'amiante, un matériau très utilisé dans les bâtiments scolaires des années 1960 et 1970. Or la surveillance médicale de ces personnels est "très difficile dès lors que la liste ciblée des personnels n'est pas mise à jour", relève-t-elle. Selon le même document seulement 2 académies ont fait remplir des fiches d'exposition à l'amiante. 9 académies seulement tiennent une liste d'agents exposés aux produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques. A en croire les rapports transmis au CHSCT ministériel la médecine de prévention n'arrive pas à répondre aux obligations légales. En mai 2014, le CHSCT ministériel a adopté à l'unanimité un avis rappellent que "des milliers de collègues partent en retraite sans avoir pu prendre connaissance de risques encourus pendant leur vie professionnelle. La plupart n'ont pu remplir de fiche d'exposition."

L'autre grand domaine d'action de la médecine de prévention c'est la gestion des risques psychosociaux. Il s'agit des maladies, comme la dépression, qui apparaissent quand le travail rend malade. "La notion de souffrance au travail est encore rejetée par les responsables du ministère de l'éducation nationale", m'explique un intervenant régulier en CHSCT. Mais l'expérience des enseignants de STI ou du bac pro GA, déqualifiés brutalement à l'occasion de réformes, le vécu quotidien de nombreux enseignants installés sur des postes difficiles, les plaintes pour harcèlement recueillies par le médiateur de l'éducation nationale, montrent que ce risque est relativement fréquent dans le système éducatif.

Longtemps nié, c'est finalement ce risque qui fait bouger l'éducation nationale. Un protocole d'accord relatif à la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique a été signé en 2013. Il prévoit que les administrations établissent un plan d'évaluation et un plan de prévention. Et pour cela diligentent une enquête en 2015. Plusieurs circulaires ont bien été publiées en 2014 pour appliquer l'accord. Mais pour le moment seule une surveillance des professeurs de STI est actée. Seulement 12 académies ont mis en place un plan d'action contre ces risques. 12 n'ont même pas de cellule d'écoute.

"L'amélioration de la surveillance médicale des agents est une priorité du ministère cependant l'effectif actuel des médecins de prévention ne lui permet pas encore de remplir de façon satisfaisante les obligations en matière de surveillance médicale de ses agents selon un rythme quinquennal ou exceptionnellement annuel", précise le ministère. Le plus urgent c'est de recruter des médecins de prévention. Luc Chatel avait lancé en 2011 un plan de recrutement de 80 médecins qui n'a pu être honoré. Depuis une vingtaine de médecins (ETP) ont été embauchés. 4 sont venus renforcer les maigres troupes de l'éducation nationale en 2013. On reste loin du compte. Comme pour le recrutement enseignant, leur rémunération (de 3000 à 6000 euros brut) est faible par rapport aux revenus moyens d'un médecin. Les académies peuvent pourtant recruter les médecins comme contractuels et négocier avec eux leur salaire. Un rapport conjoint de l'IGAS et de l'Inspection générale du ministère devrait prochainement apporter de nouvelles propositions. "Les recteurs sont spécialement sensibilisés", nous dit le ministère. Et c'est vrai pour certains. Mais le CHSCT ministériel a protesté encore en mai 2014 contre le fait que certains médecins de prévention ont toujours des bureaux sans eau et sans téléphone... Pour Jocelyne Grousset, secrétaire générale du SNMSU Unsa, "tout vient du manque d'attractivité de l'éducation nationale. La charge de travail est lourde alors si le salaire est insuffisant on a un vrai problème de recrutement".

La situation met-elle en danger les enseignants et les élèves ? "On demande que les risques soient déjà repérés" nous dit J Grousset. "Certaines académies le font. Ailleurs il ne se passe rien. Pour les élèves, quand un enseignant n'est pas bien psychologiquement le fait de pouvoir voir un vrai médecin c'est précieux. Ça rendrait aussi l'école plus bienveillante. Enfin l'Ecole est un bon endroit pour faire de la santé. Au ministère maintenant de fixer ses priorités.

Effectifs de médecins de prévention

Académies	ETP	Pers. Phys.
AIX-MARSEILLE	3,3	4
AMIENS	2,5	3
BESANCON	0	0
BORDEAUX	2,9	6
CAEN	1,8	2
CLERMONT-FERRAND	1,7	2
CORSE	0,5	1
CRETEIL	7,3	9
DIJON	2,5	3

GRENOBLE	4,4	5
GUADELOUPE	1	1
GUYANE	0	0
LILLE	2	2
LIMOGES	0	0
LYON	2,7	3
MARTINIQUE	1	1
MONTPELLIER	2,5	3
NANCY-METZ	3	3
NANTES	2,4	4
NICE	2	2
ORLEANS-TOURS	0	0
PARIS	2,6	5
POITIERS	1,5	2
REIMS	0	0
RENNES	3	3
REUNION	1,8	2
ROUEN	2,2	3
STRASBOURG	2,1	4
TOULOUSE	3	3
VERSAILLES	6	7
Administration centrale	2	2
Total	67,7	85

Quelques textes :

Décret n°82-453, Art.24.1 : « Les agents [...] font l'objet d'une visite médicale auprès d'un médecin de prévention tous les cinq ans. Ils fournissent à leur administration la preuve qu'ils ont satisfait à cette obligation. »

Décret n°82-453, Art.22 : « Les administrations sont tenues d'organiser un examen médical annuel pour les agents qui souhaitent en bénéficier. »

Arrêté du 29/09/1997, article 28, 2e alinéa : « Tout membre du personnel appelé à manipuler des denrées alimentaires, doit avoir été déclaré apte à effectuer ces manipulations. Le responsable de l'établissement veille à ce que cette aptitude soit attestée médicalement chaque année. »

- [Reconversions disciplinaires : Comment l'Education nationale "recycle" ses profs](#)
- [L'Europe revalorise ses enseignants pour rendre le métier attractif](#)
- [Tour du monde de l'évolution du métier...](#)

RECONVERSIONS DISCIPLINAIRES : COMMENT L'ÉDUCATION NATIONALE "RECYCLE" SES PROFS

"Je ne suis plus prof de rien". "Je me trouvais dans la classe et je ne comprenais pas ce que je disais". Alain, François, Guy, Béatrice ont vécu de façon dramatique une reconversion disciplinaire imposée par le ministère de façon brutale. Réunis le 13 octobre par le Snes, le Snuep et le Snetap, trois syndicats Fsu de l'enseignement secondaire, du professionnel et de l'enseignement agricole, ils ont raconté ce qu'ils ont vécu. Quand l'identité disciplinaire est forte, la réforme blesse voire tue.

Si de nombreuses réformes se limitent à des ajustements disciplinaires, certaines imposent de véritables reconversions disciplinaires, c'est à dire un changement complet de profession. Comment l'Education nationale accompagne ses personnels à qui elle impose un tel chemin ? Que deviennent-ils ? Le 13 octobre, le Snes, le Snuep et le Snetap ont témoigné de la violence faite à des enseignants qui n'avaient pas mérité cela dans deux cas précis : la réforme de la filière STI et la création du bac pro gestion administration (GA) à la place des formations comptables et secrétariat.



La réforme du bac GA concerne environ 4 000 enseignants, estime Sigrid Gérardin, du Snuep. Le point noir de la réforme c'est la disparition de la comptabilité. Cette discipline qui dominait la filière et qui permettait d'orienter les meilleurs élèves vers des formations post bac a carrément disparu. Les enseignants voient leur savoir devenir inutile. Ils doivent à la fois changer de discipline et de méthode d'enseignement. C'est ce qu'a mal vécu Franck. "La réforme nous déconnecte des raisons pour lesquelles on a fait ce métier avec l'idée de transmettre des savoirs. Les reconversions proposées nous éloignent du sens de notre métier. On perd aussi le collectif. On se retrouve avec des élèves qu'on a l'impression de leurrer car ils n'auront pas le bagage pour suivre en BTS". Une responsable

syndicale signale 5 démissions dans l'académie de Limoges d'enseignantes de secrétariat installées comme TZR.



Dominique Cau-Bareille, ergonome, chercheuse au laboratoire Education, culture et politique de Lyon 2, suit les 59 professeurs du bac pro TCB de l'enseignement agricole, touché par la même réforme. Les enseignants ont appris par un simple mèl la réforme qui mettait fin à leur carrière. Selon elle, ils ont eu le sentiment qu'on niait leurs compétences alors même que les élèves en avaient besoin. "On n'a pas pris en compte l'âge des enseignants", souligne D Cau Bareille. "On n'apprend pas de la même façon à 30 et 50 ans". Or la grande majorité des enseignants concernés sont des séniors qui se retrouvent totalement dévalorisés en fin de carrière et mis en compétition avec des enseignants plus jeunes". Les reconversions proposées ont parfois été très maladroites : par exemple la reconversion en professeurs de vie sociale et familiale où il y a tout un savoir pratique qui ne peut pas être acquis dans des livres. Les formations proposées par l'institution ont souvent été décalées, voir inutiles et insuffisantes en volume. Un enseignant raconte comment il s'est retrouvé prof de maths en collège au terme d'une formation de 2 semaines avant d'être refusé par l'inspection parce qu'incapable de faire un exercice de lycée. L'institution l'a promené ainsi d'identité professionnelle acquise à une autre qu'on lui a fait endosser pour la lui refuser. "Les gens ont été abandonnés sur place. On a joué sur leur conscience professionnelle pour accepter l'inacceptable", estime D Cau Bareille. "Ce qui a été mis à mal c'est l'endurance de ces gens". L'étude qu'elle a réalisé évalue les dégats en terme de santé : états dépressifs, malaises, ulcères, etc. Pour elle un suivi médical des enseignants soumis à pareille reconversion s'impose.



Thierry Regades, pour le Snes, suit la reconversion des professeurs de STI. Là aussi il signale la perte de sens vécue par ces enseignants suite à la disparition des contenus et des méthodes d'enseignement. En STI on est passé de la fabrication industrielle encadrée par des professionnels qui étaient des maitres d'atelier à des enseignements transversaux de technologie industrielle où on ne fabrique plus rien. Les enseignants se sont retrouvés seuls à devoir faire face à une reconversion brutale sous pression de l'inspection. "Je suis en survie au jour le jour", témoigne Alain. "Je vais essayer d'atteindre la retraite". Un autre enseignant, François, refuse la logique de la nouvelle filière STI2D. "Le référentiel j'en ai rien à faire. Je fabrique". Beaucoup mettent en question l'inspection. "Les inspecteurs en deviennent dangereux", estime T Reygades.

Au CHSCT ministériel, Elizabeth Labaye suit ce dossier des reconversions. "Le suicide d'un collègue à la rentrée 2013 a entraîné une prise de conscience du ministère", souligne-t-elle. "IL y a eu une circulaire envoyée par la directrice générale aux ressources humaines aux recteurs demandant un suivi médical et des formations pour les enseignants concernés". Le CHSCT souhaite augmenter la prévention. "Pour cela il faut donner la parole aux enseignants concernés, tenir compte de leur avis sur l'organisation du travail. Le ministère a la volonté de s'impliquer dans cette évolution. Mais sur le terrain c'est différent", conclue-t-elle.

François Jarraud

STI le ministère face à la souffrance

[http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2013/03/21032013Article\[...\]](http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2013/03/21032013Article[...])

- [Reconversions disciplinaires : Comment l'Education nationale "recycle" ses profs](#)
- [L'Europe revalorise ses enseignants pour rendre le métier attractif](#)
- [Tour du monde de l'évolution du métier...](#)

L'EUROPE REVALORISE SES ENSEIGNANTS POUR RENDRE LE MÉTIER ATTRACTIF

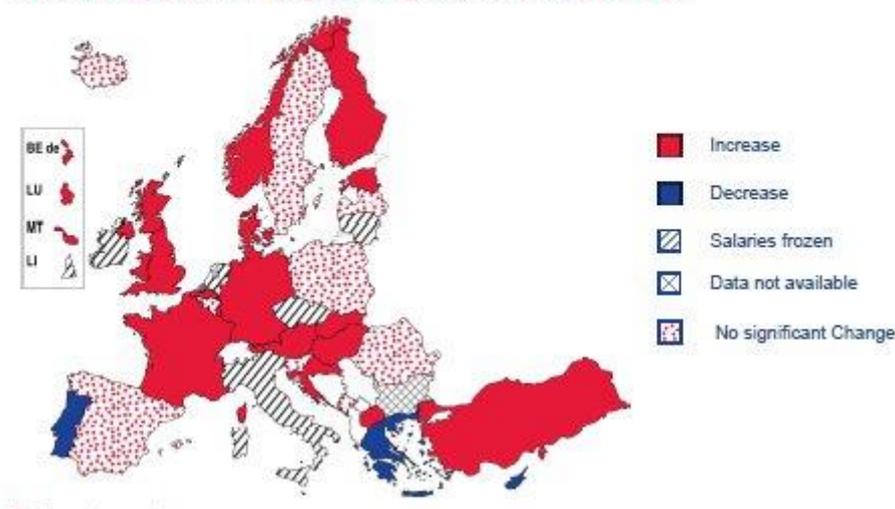
Dans la majorité des pays européens, les salaires enseignants repartent à la hausse, annonce la Commission européenne. L'information mérite d'être nuancée. Il y a des pays où les salaires diminuent. D'autres où la hausse ne concerne que des catégories précises, c'est le cas de la France. Il y a une autre façon de lire les statistiques : les salaires français sont plus bas ou beaucoup plus bas que ceux des enseignants des pays voisins. Découvrez les paradis ou les enfers des enseignants...



Les inégalités salariales entre enseignants européens sont énormes. C'est la première conclusion que l'on peut tirer de la publication par la Commission européenne d'un recueil statistique sur els salaires des enseignants et personnels de direction dans les 33 pays européens. Entre les 2 876 € par an de l'instituteur débutant en Roumanie et celle de son collègue luxembourgeois (70 450 €), l'écart est de 1 à 24 ! Il est moins fort si on le remet en terme de PIB. L'enseignant roumain gagne 44% du PIB par habitant de son pays. Son collègue luxembourgeois 84%. Le salaire du professeur des écoles français débutant représente 79% du PIB national. Chez la plupart de nos voisins, il est supérieur au PIB. C'est le cas en Allemagne (126%), en Angleterre (100%), en Espagne (124%) ou au Portugal (138%). Chez nos voisins, seule l'Italie propose un salaire inférieur au PIB mais supérieur au salaire français : 90%. Au niveau du lycée, s'y ajouteraient la Belgique et la Finlande.

Exprimé en euros, 14 pays européens versent un salaire de débutant supérieur au salaire français. Alors que le salaire moyen du professeur des écoles est d e24 724 €, on, est à 42 891 en Allemagne, 25123 en Angleterre; 27 754 en Espagne, 30 335 en Belgique, 32 225 aux Pays Bas, 48 360 en Norvège, 31 699 en Finlande. En n'oubliant pas le record européen du Luxembourg.

Figure 6: Changes in teachers' statutory salaries in absolute terms in the public sec 2013/14 compared with the previous year (ISCED 0, 1, 2 and 3)



Selon cette étude, la majorité des pays européens ont augmenté les salaires en 2013-2014. En France cette augmentation ne concerne que les débutants. Le point Fonction publique est gelé depuis 2010. Trois pays les ont baissé de plus de 1% : la Grèce, Chypre et le Portugal, tous frappés durement par la crise. Dans la moitié des pays européens les salaires ont augmenté en 2013-14 dans le cadre de mesures générales de la fonction publique ou de réformes particulières aux enseignants. Ainsi en Pologne les enseignants ont obtenu un 13ème mois. Quinze pays européens ont aussi mis en place des rémunérations au mérite souvent versées par les autorités locales.

Pourquoi tous ces efforts ? Pour pouvoir trouver des enseignants. Dans un communiqué, Androulla Vassiliou, commissaire chargée de l'éducation, de la culture, du multilinguisme et de la jeunesse, appelle à relever les salaires des enseignants. "La qualité de l'enseignement et des compétences que les enseignants dispensent à notre jeune génération aura un impact durable sur les emplois et la croissance futurs. À l'heure où l'Union européenne se remet de la crise économique, les États membres devraient sérieusement s'interroger sur l'importance du salaire et des conditions de travail pour attirer vers la profession d'enseignant - et y retenir - les candidats qui présentent le meilleur profil." Voilà un problème que la France connaît bien.

François Jarraud

L'étude

[http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/facts_and_figures\[...\]](http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/facts_and_figures[...])

- [Reconversions disciplinaires : Comment l'Education nationale "recycle" ses profs](#)
- [L'Europe revalorise ses enseignants pour rendre le métier attractif](#)
- [Tour du monde de l'évolution du métier...](#)

TOUR DU MONDE DE L'ÉVOLUTION DU MÉTIER...

Des badgeuses pour pointer le temps de travail des enseignants ? La proposition vient de l'Institut Montaigne. Au Royaume-Uni, le gouvernement a une nouvelle idée rendre l'enseignement plus efficace : supprimer le temps de préparation des cours... Au Québec une recherche suit la rupture professionnelle vécue par les enseignants..

Des badgeuses à l'école pour l'Institut Montaigne

Dans un nouveau rapport, l'Institut Montaigne, un think tank ancré à droite, s'inquiète du temps de travail des fonctionnaires et des salariés du privé. Les enseignants ont droit ç un chapitre spécial où est dénoncé le manque de contrôle du travail effectué et le manque de gestion. Le rapport dénonce les réductions de service estimées à 8041 emplois.

[http://www.cafepedagogique.net/LEXPRESSO/Pages/2014/10/10102014Article6\[...\]](http://www.cafepedagogique.net/LEXPRESSO/Pages/2014/10/10102014Article6[...])

Peut-on enseigner à la chaîne ?

Comment faire des économies à l'école ? Il faut rationaliser le travail enseignant, mettre un peu de fordisme chez les pédagos. Le gouvernement britannique a trouvé une solution tellement ingénieuse qu'elle devrait connaître un beau succès...

[http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2014/10/13102014Article6\[...\]](http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2014/10/13102014Article6[...])

Québec : Le travail enseignant précarisé ?

"Les enseignants sont comme des ouvriers d'usine : ils travaillent sur la chaîne de montage. Le boss décide d'une réforme, il accélère la chaîne de montage. Quand tu es en bas, c'est toi qui voit le produit passer, il faut que tu l'attrapes! C'est la même chose pour les enseignants. Ils sont sur le plancher", explique Maurice Tardif (Crifpe Montréal) dans La Presse. Il revient sur la précarisation accélérée du métier d'enseignant : 40% des

enseignants ont un statut précaire et travaillent de façon instable sur plusieurs écoles. Selon lui, 75 % des enseignants du Québec croient que les réformes de 1998 à 2008 n'ont pas contribué à l'apprentissage des élèves. Il voit dans cette situation l'aboutissement de la précarisation d'un métier dont les acteurs ne sont plus consultés.

[http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2014/10/10102014Article6\[...\]](http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2014/10/10102014Article6[...])

Enseigner à l'étranger en 2015 ?

Une note de service publiée au BO du 16 octobre détaille les programmes d'échange d'enseignants avec d'autres pays par exemple avec l'Allemagne, le Québec, l'Espagne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Louisiane.

[http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2014/10/17102014Article6\[...\]](http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2014/10/17102014Article6[...])

L'éducation en Europe : Le point de vue régional

L'atlas régional de l'Europe, édition 2014, consacre tout un chapitre à l'éducation. Se dessine ainsi une Europe à deux vitesses en éducation avec deux cartes. Celle des décrocheurs montre de forts taux à la périphérie de l'Europe selon un croissant allant de l'Ecosse à la Turquie en passant par le flanc sud européen. Celle de l'éducation tout au long de la vie marquée par un fort taux en Scandinavie et en Grande-Bretagne. L'atlas propose également les cartes économiques, démographiques et sociales habituelles.

L'atlas

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-HA-14-001/EN/KS-HA\[...\]](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-HA-14-001/EN/KS-HA[...])

Sur le site du Café

[Le Système : Sommaire du numéro 156](http://www.cafepedagogique.net/lemensuel/lesysteme/Pages/2014/156_6.aspx)

Par fjarraud , le dimanche 19 octobre 2014.

http://www.cafepedagogique.net/lemensuel/lesysteme/Pages/2014/156_6.aspx